

Premier atelier participatif pour la documentation des archives photographiques de la SPF, Nemours, 8 avril 2026

Inventorier, documenter, valoriser et mettre à disposition le patrimoine de la SPF

Depuis sa fondation, en 1904, la Société préhistorique française (SPF) est destinatrice de dons en nature, notamment de la part de ses sociétaires. Elle est également partenaire de très actifs échanges d'ouvrages, notamment à l'international. Ainsi, elle est responsable d'un important patrimoine associatif, réparti en sept catégories : 14 mégalithes ou polissoirs dont quatre classés à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ; plusieurs centaines d'ouvrages et périodiques venant du monde entier ; un fonds d'archives imprimées ou manuscrites couvrant trente mètres linéaire et réparti en 1 800 lots de documents ; quelques œuvres d'art dont les célèbres tableaux de Paul Jamin (fin XIX^e s.) ; près de 20 000 objets archéologiques, ostéologiques ou d'art mobilier ; et 3 929 photographies réalisées entre 1888 et 1928, en majorité sur plaques de verre (Vigne, 2024).

Ces fonds sont en lien étroits les uns avec les autres, photographies, manuscrits et objets archéologiques pouvant se rapporter au même site et à sa visite collective dans le cadre d'excursions, parfois mentionnées dans le *Bulletin de la SPF*.

La SPF se doit de préserver cet important patrimoine, de le documenter, de le valoriser et de le mettre à la disposition de tous et toutes. Consciente que ce projet nécessitait une expertise et un suivi qu'elle ne pouvait pas fournir, l'association a peu à peu confié une part croissante de ces fonds aux bons soins du Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN). Le premier dépôt, daté de 1954, concernait 46 pièces archéologiques. Il s'est enrichi de 68 objets en 1978, puis de plusieurs milliers de pièces mobilières en 1981. La convention du 22 juin 2017 a scellé le transfert et le dépôt de la totalité des fonds patrimoniaux de la SPF (excepté les monuments, bien sûr) au MNHN. Au titre de ce document contractuel, renouvelé et précisé le 12 avril 2023 : « Les fonds de la SPF sont intégrés et sont gérés selon les règles de gestion des collections du Muséum assurant ainsi le prêt, la consultation ou la mise à disposition, la conservation, la numérisation et la mise en ligne des œuvres déposées sur les sites du Muséum comme ceux de ses partenaires, et toute autre forme de valorisation. » Ainsi, les collections archéologiques, sont conservées au musée de l'Homme tandis que les ouvrages, périodiques et le fonds d'archives (incluant les photographies) sont sous la responsabilité de la Direction des bibliothèques (conservés à la bibliothèque du musée de l'Homme pour les imprimés et à la Bibliothèque centrale pour les archives).

La SPF reste propriétaire de ces fonds et donc responsable de leur valorisation. Concernant la collection d'objets archéologiques, les opérations d'inventaire et de récolement menées ces dernières années par la Direction



Fig. 1 – Riche de 3 929 photographies, ce fonds de la SPF est déposé à la Bibliothèque centrale du Muséum national d'Histoire naturelle, qui l'a récemment reconditionné et inventorié (cliché : E. Lesvignes, 2024).

générale déléguée aux collections du Muséum ont permis d'en finaliser l'inventaire et d'en faire le récolement à plus de 60 %. Pour beaucoup de pièces, et de documents, les indications de contexte manquent. Par exemple, concernant les photographies, le lieu de prise de vue est inconnu pour 52 %, et la date pour 85 % d'entre elles (Tortéat *et al.*, 2025). Depuis 2021, la SPF a décidé de remédier à cet état de fait en s'appuyant sur les forces vives de l'association, sur ses nombreuses collaborations avec d'autres associations et sociétés savantes et avec les pouvoirs publics, et sur la bonne volonté des citoyens. Forte de sa longue tradition de bénévolat, elle a décidé de mobiliser ces derniers en développant des démarches participatives, inscrites dans le cadre de la « Charte des sciences et recherches participatives en France », promulguée le 20 mars 2017 et signée par de nombreuses institutions ¹.

La tâche étant immense, la SPF a décidé de commencer par le fonds photographique, récemment reconditionné par des agents de la Direction des bibliothèques du MNHN (fig. 1).



Fig. 2 – Reproduction d'une photographie sur plaque de verre au gélatino-bromure d'argent (SPFPHO_0299), appartenant aux collections photographiques de la SPF. La légende est limitée à « Clamart-Meudon, 1904 ». L'atelier participatif réalisé à Nemours a permis d'identifier le tombeau de Eugène Piketty (carrier et archéologue amateur), constitué des dalles de l'un des dolmens de Kerhan (Saint-Philibert, Morbihan), déplacées en 1896 de Bretagne au cimetière de Meudon. La photographie a été prise au cours de l'excursion du 26 juin 1904, relatée en détail dans le *Bulletin de la Société d'excursions scientifiques*, n°3, 1904, p. 90-93.

Le projet PréhistoPhoto

Pour ce faire, en 2023, elle a conçu le projet PréhistoPhoto, qu'elle a soumis, en partenariat avec le MNHN, à l'appel d'offre « Science avec et pour la Société » de l'Agence nationale de la recherche (ANR). L'objectif était de documenter ce fonds d'archives photographiques (lieu, date, monument-site, personnages, contexte ; fig. 2) et de le déposer en accès libre sur Internet pour servir aux recherches archéologiques, historiques ou sociologiques. La demande soumise à l'ANR portait sur les moyens nécessaires à la numérisation de ces 3 929 photographies en haute définition (HD) et à la conception et réalisation d'une plateforme participative sur laquelle tout un chacun aurait pu contribuer à documenter chacune des photographies, sur le modèle de « Vigie-Nature » ou des « Herbonautes », portés par le MNHN (Tortier *et al.*, 2025).

Malheureusement, ce projet n'a pas été retenu par l'ANR. Tout en reconnaissant l'intérêt scientifique du fonds documentaire et la compétence des partenaires, l'Agence a formulé deux critiques principales. D'une part, elle estimait que la dimension participative relevait de la collecte de données et non d'une « recherches participatives » (implication des citoyens dans la co-construction de la question et du protocole). D'autre part, l'époque à laquelle les photographies avaient été prises laissait craindre une faible mobilisation du grand public, perçu comme peu réceptif à des images éloignées de ses pré-

occupations actuelles. L'Agence a donc conclu que trop d'étapes complexes devaient être franchies avant de pouvoir engager des recherches fondées sur cette documentation, et que l'implication de la société civile ne serait ni assez rapide ni assez massive.

Loin de se décourager, la SPF, solidement soutenue par le MNHN, a décidé de commencer à réaliser ce projet avec ses propres moyens, financiers et humains. En 2024, l'inventaire du fonds photographiques a été réalisé et encodé dans le Catalogue en ligne des archives et des manuscrits de l'enseignement supérieur (Calames). Chacune des photographies a d'abord été reproduite en basse définition et hébergées sur la plateforme de stockage et de partage de fichiers Sharedocs (IR* Huma-Num) sur un compte consacré au projet. Un Comité mixte d'orientation et de suivi (CMOS) de PréhistoPhoto comportant une quinzaine de professionnels et de bénévoles a été constitué. On y trouve des chercheurs du CNRS et des universités (six membres), des représentants de la Direction des bibliothèques du MNHN (deux membres, dont sa directrice), et des bénévoles élus ou actifs de la SPF (sept membres). Par ailleurs, l'atelier participatif de Nemours, dont il sera question ensuite, nous a convaincu de la nécessité d'associer plus étroitement les acteurs de terrain au fur et à mesure que le projet progresse. Alain Senée a ainsi rejoint le comité en mai 2026 en tant que membre bénévole du Groupe d'études, de recherches et de sauvegarde de l'art rupestre (association GERSAR),

ce qui porte désormais le nombre de membres du CMOS à douze. Il se réunit environ tous les six mois depuis le début de l'année 2025. La numérisation en haute définition de la totalité des photographies a été achevée en avril 2026, sous la supervision technique du MNHN et sur des fonds propres de la SPF.

Compte tenu des faibles moyens à disposition, le CMOS a décidé de traiter le fonds photographique par lots. L'Île-de-France est la région qui concentre le plus grand nombre de photographies localisables dans le fonds (Tortérat *et al.*, 2025), ce qui en fait un terrain d'expérimentation privilégié pour tester la méthode participative avant une éventuelle extension. Une centaine de photographies relatives au département de l'Essonne et au sud de la Seine-et-Marne y ont été identifiées, montrant notamment le Massif forestier dit de Fontainebleau et ses gravures rupestres. Pour traiter ce sous-ensemble, le CMOS a fait appel au GERSAR, très actif dans cette région et compétent sur le sujet, et au Programme collectif de recherche « Art rupestre préhistorique dans les chaos gréseux du Bassin parisien. Étude, archivage et valorisation » (PCR ARBap), coordonné par B. Valentin (Université Paris 1, UMR TEMPS).

L'atelier participatif de Nemours

Le 13 janvier 2026, le CMOS invitait le GERSAR, le PCR ARBap ainsi que plusieurs représentants des Services régionaux de l'archéologie de la Région Île-de-France (SRA), à une visio-conférence de concertation, destinée à organiser collectivement un premier atelier participatif d'identification. Ce dernier fut programmé pour le 8 avril, au Musée départemental de préhistoire d'Île-de-France, à Nemours, qui a très favorablement accueilli cet événement.

Ce jour-là, douze personnes se sont retrouvées, avec l'enthousiasme que suscite la découverte de photographies pratiquement jamais visionnées par un préhistorien depuis plus d'un siècle, et la volonté de contribuer à les identifier (les membres du CMOS au moment de l'atelier portent un astérisque) : Pierre Bouillot, Alain Senée et Laurent Valois pour le GERSAR ; Rémi Labrusse, Émilie Lesvignes* (également SPF) et Boris Valentin pour le PCR ARBap ; Alice Laforêt* pour la Direction des bibliothèques du MNHN ; Béatrice Bouet pour le SRA ; Gwendoline Tortérat* et Jean-Denis Vigne* pour la SPF.

Après les mots d'accueil par la conservatrice du Musée, Audrey Traon, la SPF a rappelé son objectif de documenter les photographies tout en nourrissant la curiosité des participants, dans la droite ligne de la Charte des sciences et recherches participatives. Elle a rappelé les actions engagées en ce sens depuis 2024, et présenté brièvement, sous la forme de planches-contacts, les 238 photographies concernées afin que toutes et tous partagent une vision du sous-ensemble du fonds sélectionné par les organisateurs et du travail à accomplir dans la journée. Plusieurs interventions ont ensuite permis à chacun de prendre connaissance des différents inventaires relatifs aux photographies : le catalogue dans Calames, les inventaires des

monuments et sites de la carte archéologique nationale, dont ceux de la Direction des antiquités préhistoriques (base de données Patriarche), les inventaires élaborés par le GERSAR, et la base d'information contenue notamment dans les *Bulletins de la Société d'excursions scientifiques*. Cet échange a renforcé la conviction commune de la nécessité de travailler ensemble, en tenant compte des savoirs mais aussi des intérêts de tous les acteurs.

Un rapide tour de table a fait ressortir une grande diversité de questionnements et d'attentes. Comment les gravures rupestres ont-elles évolué depuis un siècle ? Certaines d'entre elles ont-elles disparu et si c'est le cas, peut-on retrouver leur trace dans ce fonds photographique ? Quel usage peut-on faire de ces photographies pour communiquer, aujourd'hui, auprès du grand public, un message de protection et de patrimonialisation ? Comment les gravures rupestres de l'Île-de-France sont-elles entrées dans le champ d'intérêt des préhistoriens à une époque où le seul art pariétal de référence était celui du Paléolithique du sud-ouest de la France ? Quels étaient les objectifs et modalités des excursions sur les sites archéologiques du début du xx^e siècle, et qu'expriment-elles des intérêts de l'époque ? Sans compter bien sûr, les valeurs esthétique, symbolique, documentaire, et scientifique, notamment au regard des quelques photographies figurant des fouilles en cours, des sites disparus ou aujourd'hui inaccessibles et des objets mobiliers qui font peut-être partie des collections de la SPF. Quant aux paysages entourant les sites, voire même les parois gravées elles-mêmes, ils sont porteurs d'informations que seuls les fins connaisseurs du terrain peuvent décrypter – comme les bénévoles du GERSAR, capables de reconnaître plus d'un siècle plus tard un lieu que les transformations du temps ont rendu méconnaissable.

Ces premières questions, encore largement descriptives, étaient nécessaires pour orienter le travail d'identification et de documentation. S'y sont également ajoutées des interrogations d'un autre ordre, proprement socio-historiques et anthropologiques. Que disent ces mises en scène photographiques des hiérarchies sociales de l'époque ? Qui, dans ces images, occupe le premier plan, et qui est relégué à l'arrière-plan ? Quels rapports de classe peut-on y lire entre les propriétaires fonciers, les savants institutionnels et les travailleurs manuels, tels que les paysans, les carriers et les ouvriers ? Comment le travail de ces derniers est-il représenté ? Comment l'est, au regard de ces dizaines de photographies où elles sont présentes comme dans les récits qui les accompagnent, celui des femmes souvent associées à des tâches d'assistance ou de documentation ? Enfin, comment se répartit la valeur patrimoniale ainsi produite par ces premiers sociétaires à travers leurs publications, leurs excursions ou leurs congrès, et quel rôle cette valeur joue-t-elle dans la construction des identités locales et nationales ? Ces interrogations centrales renvoient aux conditions matérielles et sociales qui étaient celles de la production scientifique en Préhistoire durant ce début de siècle.

Pour procéder à l'examen des photographies, les participants ont décidé, pour l'après-midi, de se répar-

tir en trois sous-ateliers. Le premier s'est concentré sur les excursions de 1907 relatées dans le *Bulletin de la Société d'excursions scientifiques*, n°5 (R. Labrusse et B. Valentin). Le second s'est intéressé à l'identification des monuments et des sites (P. Bouillot et A. Senée). Le troisième s'est concentré sur les gravures rupestres, en lien avec les inventaires du GERSAR et de la Carte archéologique nationale (B. Bouet et L. Valois). Pendant que les photographies en haute définition défilaient à l'écran de l'ordinateur dédié à chacun des trois groupes, un ou une « secrétaire » (respectivement G. Torterat, J.-D. Vigne et E. Lesvignes), sur un second ordinateur, enregistrait, pour chaque photographie, en regard de l'inventaire de Calames, les indications de sites, les sources documentaires convoquées et les éventuels commentaires. Cette double fonction a été pensée pour fluidifier le travail et garantir la traçabilité des données.

Bilan et perspectives

Les contributions de chaque sous-atelier ont été consignées dans trois fichiers Excel distincts, structurés afin de les rendre compatibles avec les métadonnées du catalogue Calames. Pour chaque photographie, les participants pouvaient renseigner jusqu'à cinq types d'informations nouvelles : un nom vernaculaire de site, un nom de site normalisé et un numéro d'entité archéologique (base Patriarche), une ou des sources bibliographiques ou la date d'une excursion, une description libre, et éventuellement une correction d'erreur avec une mention explicite dans la description.

Le premier groupe a identifié six photographies, déjà localisées et datées dans Calames. Il a pu les relier aux descriptions de l'excursion correspondante et démontrer ainsi que l'approche par recoupement avec les comptes rendus du *Bulletin de la Société d'excursions scientifiques* était opérante. Le second groupe a identifié 57 photographies, dont six ont servi à confirmer des métadonnées déjà enregistrées dans le catalogue Calames. Il a en outre établi des liens entre certaines images et les comptes rendus d'excursions (voir fig. 2). Le troisième groupe a examiné un lot de 120 photographies. Pour 68 d'entre elles, il a apporté au moins une information contextuelle : (1) identification et localisation précise (toponyme ou numéro d'entité archéologique), (2) référence à un bulletin ou à une excursion datée, (3) identification d'un photographe (par exemple Frédéric Ede) ou d'un personnage, (4) correction d'une erreur (comme la confusion entre « Joinville » et « Janville »). Certaines photographies cumulent plusieurs de ces catégories.

Au total, en deux heures, 131 photographies ont été documentées – les éventuels recouvrements entre groupes ayant été éliminés. Ce résultat, rendu possible par l'expertise des bénévoles du GERSAR, confirme que ce type d'atelier thématique est adapté à nos problématiques. Les indications collectées par les trois groupes de travail pourront être saisies dans Calames, par exemple dans le cadre d'un stage de traitement archivistique supervisé par la Direction des bibliothèques, qui pourrait également

conduire à achever le traitement des archives papier de la SPF.

En outre, certains participants ont trouvé, dans le fonds photographique, des documents historiques inattendus et remarquables, tels que ces (premiers ?) relevés de gravures rupestres réalisés par estampage sur papier buvard par Frédéric Ede (ou André Rapilly ?), probablement photographiés dans le cabinet de travail du préhistorien (fig. 3). D'autres photographies concernent un site rupestre désormais muré, ou encore un monument mégalithique aujourd'hui submergé, et pourraient nourrir des dossiers de demande de réhabilitation. D'ores et déjà, les membres du GERSAR disposent des reproductions des photographies qui les intéressent et continueront à les documenter, en lien étroit avec les autres partenaires, la SPF assurant la continuité de cette collaboration.

Enseignements pour la suite

L'atelier de Nemours a apporté des éléments de réponse concrets aux interrogations qui avaient pu être formulées en amont du projet. Il a d'abord montré qu'il est possible de dépasser le simple appel à contributions anonymes (le « crowdsourcing ») et d'associer plutôt chercheurs, archivistes et bénévoles dans la coconstruction d'un protocole adapté aux aspirations de chacun des participants. Plusieurs étapes clefs ont été franchies : le choix des lots prioritaires, l'organisation des sous-ateliers et la méthode de saisie des données. Les participants ont contribué à orienter les questionnements scientifiques, en signalant par exemple des sites disparus ou en proposant des recoupements avec d'autres inventaires, qu'il s'agisse de ceux des services de l'État ou des associations. Cette dynamique est encore perfectible, mais elle s'inscrit résolument dans une logique de recherche participative ascendante. Elle sera renforcée dans les prochains ateliers que le CMOS décidera d'organiser par une implication tout aussi précoce des bénévoles dans la formulation des hypothèses et des choix méthodologiques.

D'autre part, l'expérience a montré que l'ancienneté des photographies n'était pas un obstacle, à condition de cibler les participants en amont. Plutôt qu'un grand public indifférencié, le projet s'adresse à des communautés de savoirs territorialisées, comme c'est le cas pour les sociétés savantes régionales ou les associations telles que le GERSAR, ou pour les membres de programmes collectifs de recherche, réunissant chercheurs et archéologues bénévoles comme pour le PCR ARBap. Pour ces acteurs, la profondeur historique des images est une ressource importante puisqu'elle documente l'état de sites, parfois disparus ou profondément transformés. Et comme dit précédemment, elle éclaire directement l'histoire des pratiques scientifiques sur le long terme et donne du sens à l'engagement patrimonial qui était celui des communautés savantes du début du xx^e siècle, et dont la SPF est aujourd'hui directement héritière.

La mobilisation effective de neuf participants, capables de documenter plus de 130 photographies en une demi-journée, confirme donc la pertinence de notre



Fig. 3 – Larchant, 12 mai 1913, Montigny Pèlerinage, Villiers-sur-Grez (SPFPHO_0659). Identifié lors de l'atelier participatif comme une photographie de (premiers ?) relevés de gravures rupestres du sud de l'Île-de-France réalisés par estampage sur papier buvard par Frédéric Ede (ou André Rapilly ?).

stratégie initiale. C'est donc, entre autres, à travers de tels ateliers participatifs et thématiques que la remarquable collection de photographies de la SPF pourra être documentée, mise à disposition et à profit de tous. Ces premiers résultats encourageants montrent effectivement qu'une coconstruction progressive, qui s'appuie sur des réseaux locaux déjà constitués, est possible. En pratique, il n'a pas paru utile aux participants de l'atelier d'organiser une seconde séance, excepté pour le troisième sous-atelier qui doit très prochainement achever le travail engagé. Il convient en revanche de réitérer la démarche avec d'autres acteurs associatifs territoriaux disposant d'une connaissance approfondie des sites et monuments de leur région. La suite du projet s'attachera donc à étendre cette méthode à d'autres régions, tout en essayant d'anticiper les besoins et les intérêts des participants. Le CMOS, qui se réunira en septembre 2026, décidera des prochains thèmes ou lots à cibler.

À terme, le Muséum et la SPF espèrent pouvoir, dans un proche avenir, mettre en libre accès, dans la Bibliothèque numérique du Muséum, les 3929 photographies numérisées. L'objectif à l'étude consisterait à y adosser un site internet sur lequel tout un chacun pourrait proposer des identifications ou commentaires susceptibles d'améliorer la valeur informative de ce remarquable patrimoine. Pour l'instant, il n'est pas question de construire une plate-forme, comparable à celles, relativement sophistiquées et coûteuses, sur lesquelles s'appuient certains projets participatifs développés dans le domaine de l'histoire naturelle. Il s'agit plutôt d'offrir et d'expérimenter une interface de dialogue avec tous les publics,

afin d'évaluer les potentialités de la démarche participative dans le champ de problématiques particulier que porte le fonds de photographies de la SPF. Ce serait une petite mais importante (et originale) contribution à une réhabilitation du bénévolat en archéologie préhistorique.

Jean-Denis VIGNE (SPF)
Gwendoline NERENBERG (SPF)
Émilie LESVIGNES (SPF, PCR ARBap)
Alice LAFORÊT (MNHN)

Note

1. <https://franceuniversites.fr/wp-content/uploads/2017/03/2017-03-20-Chartes-Sciences-Participatives-final.pdf>.

Références bibliographiques

- TORTERAT G., VIGNE J.-D., LAFORÊT A., LESVIGNES E., MORDANT C., DUCASSE S., PETILLON J.-M., NESPOULET R., JULLIARD R., LEMAIRE A., AGUGLIA L., MEVEL L. (2025) – Contribuer à l'histoire de la préhistoire à partir du fonds photographique de la Société préhistorique française (1900-1925) : le projet « Préhisto-Photo » à la croisée de l'associatif et du participatif, in Vigne J.-D., Girard J.-P., Villarroel-Parada A. (dirs), *Démarches participatives en archéologie*, Séance de la Société Préhistorique Française, Paris, p. 207-222.
- VIGNE J.-D. (2024) – De l'associatif au participatif : l'exemple de la Société préhistorique française, *Les Nouvelles de l'archéologie*, n°175, p. 33-37.